

Considérant que la Belgique fait partie des pays membres de l'OCDE depuis le 13 septembre 1961;

Considérant que le Conseil de l'OCDE a approuvé le budget de l'OCDE pour l'exercice financier 2015 le 17 décembre 2014, et que le Comité du Budget de l'OCDE a accepté le barème des contributions 2015 au budget du programme sur les produits chimiques de l'OCDE le 22 janvier 2015;

Considérant que la Belgique, en tant que pays membre de l'OCDE, se doit de contribuer au bon fonctionnement du Programme de travail sur les Biocides de cette organisation internationale;

Considérant que les activités du Programme de travail sur les Biocides de l'OCDE constitue sont nécessaires à la mise en œuvre des réglementations nationales et européennes relatives aux biocides;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Un montant de 10.000 euros, à imputer à charge du crédit inscrit à la division organique 55, allocation de base 11.35.40.01 (programme 25.55.1) du budget du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement pour l'année budgétaire 2015, est alloué à l'OCDE à titre de contribution belge pour l'exécution du programme de travail Biocides pendant la période du 1^{er} juin 2015 au 31 mai 2016.

Ce montant sera versé au compte suivant :

J.P. Morgan AG

Junghofstrasse 14

60311 Frankfurt/Main

Germany

Code IBAN : DE95501108006161603441

BLZ : 50110800

Code SWIFT = BIC : CHASDEFX

Intitulé du compte : OECD

Numéro de compte : 6161603441

Référence : 150940/ENV/2015/161.

Art. 2. Le montant mentionné à l'article 1^{er} sera liquidé après la signature du présent arrêté et réception de la demande de paiement.

Art. 3. L'emploi de la contribution sera justifié a posteriori sur base d'un rapport d'activités, accompagné d'un état financier, fournis par l'OCDE.

Art. 4. Conformément à l'article 123 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, la partie non utilisée de la contribution sera remboursée par l'OCDE au Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, au compte bancaire IBAN BE42 6792 0059 1754 ouvert auprès de la Banque de la Poste (BIC/SWIFT: PCHQBEBB) au nom de "Recettes Diverses".

Art. 5. Le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 septembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Environnement,

Mme M.-C. MARGHEM

Overwegende dat België lid is van de OESO sinds 13 september 1961;

Overwegende dat de Raad van de OESO op 17 december 2014 de begroting van de OESO voor financieel boekjaar 2015 heeft goedgekeurd, en dat het Begrotingscomité van de OESO op 22 januari 2015 de omvang van de bijdragen 2015 aan de programmabegroting voor chemische producten van de OESO heeft goedgekeurd;

Overwegende dat België, als lid van de OESO, zich verplicht ziet bij te dragen tot de goede werking van Deel II van het Werkprogramma Biocides van deze internationale organisatie;

Overwegende dat de activiteiten van het Werkprogramma Biocides van de OESO nodig zijn voor de toepassing van de Europese en nationale regelgevingen omtrent biociden;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een bedrag van 10.000 euro, aan te rekenen op het krediet voorzien bij de organisatieafdeling 55, basisallocatie 11.35.40.01 (programma 25.55.1) van de begroting van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu voor het begrotingsjaar 2015 wordt verleend aan de OESO als Belgische bijdrage voor de uitvoering van het Werkprogramma Biociden gedurende de periode van 1 juni 2015 tot 31 mei 2016.

Dit bedrag zal gestort worden op het volgende rekeningnummer:

J.P. Morgan AG

Junghofstrasse 14

60311 Frankfurt/Main

Germany

Code IBAN : DE95501108006161603441

BLZ : 50110800

Code SWIFT= BIC : CHASDEFX

Titularishouder : OECD

Rekeningnummer : 6161603441

Referentie : 150940/ENV/2015/161.

Art. 2. Het in artikel 1 vermelde bedrag zal vereffend worden na ondertekening van dit besluit en nadat de aanvraag tot uitbetaling voorgelegd wordt.

Art. 3. De besteding van de bijdrage zal naderhand verantwoord worden op basis van een activiteitenrapport, vergezeld van een financiële staat, afgeleverd door de OESO.

Art. 4. Overeenkomstig het artikel 123 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, zal het niet benutte gedeelte van de bijdrage door de OESO worden terugbetaald aan de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, op de IBAN rekening: BE42 6792 0059 1754 geopend bij de Bank van de Post (BIC/SWIFT: PCHQBEBB) op naam van "Diverse Ontvangsten".

Art. 5. De minister bevoegd voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 september 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Leefmilieu,

Mevr. M.-C. MARGHEM

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2015/11368]

27 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté royal portant interdiction des balançoires de groupe équipées d'éléments de suspension rigides destinées aux aires de jeux

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code de droit économique, l'article IX.4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, et § 3, 1^o, inséré par la loi du 25 avril 2013 ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2015/11368]

27 SEPTEMBER 2015. — Koninklijk besluit houdende verbod van groepsschommels met starre ophangelementen bestemd voor speel-terreinen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikel IX.4, § 1, eerste lid, 1^o, en § 3, 1^o, ingevoegd bij de wet van 25 april 2013;

Vu l'avis de Fedustria ASBL et Recreabel ASBL comme représentants du secteur des équipements d'aires de jeux, donné le 2 décembre 2014 ;

Vu l'avis du Centre de Recherche et d'Information des Organisations des Consommateurs - CRIOC comme représentant des organisations de consommateurs, donné le 22 janvier 2015 ;

Vu qu'une représentation du secteur des produits concernés et qu'une représentation des organisations de consommateurs ont été consultées conformément à l'article IX.4, § 1^{er}, alinéa 2 ;

Vu la communication à la Commission européenne, le 18 mai 2015, en application de l'article 8, paragraphe 1^{er}, de la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ;

Vu l'avis 57.523/1 du Conseil d'État, donné le 9 juin 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que toutes les balançoires destinées aux aires de jeux doivent être sûres pour les utilisateurs ;

Considérant que les balançoires de groupe équipées d'éléments de suspension rigides, appelées en néerlandais « familieschommels », sont destinées à être utilisées par des enfants sur les aires de jeux ;

Considérant l'arrêté royal du 28 mars 2001 relatif à la sécurité des équipements d'aires de jeux ;

Considérant que ces balançoires, qui sont pourvues d'éléments de suspension rigides, ne sont pas conformes à la norme NBN EN 1176 – 2 : Équipements et sols d'aires de jeux - Partie 2: Exigences de sécurité et méthodes d'essai complémentaires spécifiques aux balançoires. Cette norme décrit en effet dans le paragraphe 4.5 de façon claire et explicite qu'aucun élément de suspension entièrement rigide ne peut être utilisé pour les balançoires ;

Considérant que la masse de cet équipement d'aires de jeux avec suspension rigide est supérieure à celle d'une suspension flexible ce qui accroît l'énergie cinétique et donc l'impact des balançoires ;

Considérant que ces balançoires, vu leur masse et énergie cinétique élevées comportent des risques graves : collision des éléments mobiles d'une balançoire avec le corps d'enfants de passage ou d'enfants qui ont chuté de celle-ci. Ce scénario peut entraîner de graves lésions (au niveau de la tête) ;

Considérant que pour ces balançoires, il n'existe pas de point de retour naturel qui ne puisse pas être dépassé pendant le balancement comme dans le cas des balançoires sans éléments de suspension rigides ;

Considérant que ces balançoires doivent par conséquent être considérées comme un produit dangereux présentant des risques graves ;

Considérant qu'il existe des alternatives pour la conception de ces balançoires sans l'utilisation d'éléments de suspension rigides ;

Sur la proposition du Ministre des Consommateurs,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La mise sur le marché des balançoires conçues pour être utilisées par plusieurs personnes en même temps et équipées d'éléments de suspension rigides et qui sont visées par l'arrêté royal du 28 mars 2001 relatif à la sécurité des équipements d'aires de jeux est interdite.

Art. 2. Les balançoires visées à l'article 1^{er} sont retirées du marché et rappelées. Elles ne sont plus mises à disposition des utilisateurs.

Art. 3. Le ministre qui a la protection de la Sécurité des Consommateurs dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 septembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Consommateurs,
Kris PEETERS

Gelet op het advies van Fedustria vzw en Recreabel vzw als vertegenwoordigers van de sector van speeltoestellen, gegeven op 2 december 2014;

Gelet op het advies van het Onderzoeks- en Informatiecentrum van de Verbruikersorganisaties - OIVO als vertegenwoordiger van de consumentenorganisaties, gegeven op 22 januari 2015;

Gelet op het feit dat een vertegenwoordiger van de sector van de betrokken producten en een vertegenwoordiger van de consumentenorganisaties werden geconsulteerd conform artikel IX.4, § 1, tweede lid;

Gelet op de mededeling aan de Europese Commissie, op 18 mei 2015, met toepassing van artikel 8, lid 1, van richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Gelet op advies 57.523/1 van de Raad van State, gegeven op 9 juni 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat alle schommels bestemd voor speelterreinen veilig moeten zijn voor de gebruikers;

Overwegende dat de groepsschommels met starre ophangelementen, in het Nederlands "familieschommels" genoemd, bestemd zijn om door kinderen te worden gebruikt op speelterreinen;

Overwegende het koninklijk besluit van 28 maart 2001 betreffende de veiligheid van speeltoestellen;

Overwegende dat deze schommels, die voorzien zijn van starre ophangelementen, niet in overeenstemming zijn met de norm NBN EN 1176 – 2 : Speeltoestellen en bodemoppervlakken - Deel 2: Aanvullende bijzondere veiligheidseisen en beproevingsmethoden voor schommels. Deze norm vermeldt in paragraaf 4.5 immers duidelijk en expliciet dat er geen starre en onbeweeglijke ophangelementen voor schommels mogen worden gebruikt;

Overwegende dat de massa van dit speeltoestel met starre ophanging groter is dan deze bij een flexibele ophanging waardoor de kinetische energie en dus de impact van de schommel verhoogt;

Overwegende dat deze schommels, gezien hun hoge massa en hoge kinetische energie, ernstige risico's inhouden: botsing van de bewegende schommelonderdelen tegen het lichaam van voorbijlopende kinderen of van de schommel gevallen kinderen. Dit scenario kan leiden tot onder andere ernstige (hoofd)letsels;

Overwegende dat bij deze schommels geen natuurlijk uitzwaaipunt bestaat dat tijdens het schommelen niet overschreden kan worden terwijl dat bij schommels zonder starre ophangelementen wel bestaat;

Overwegende dat deze schommels bijgevolg als gevaarlijke producten moeten worden beschouwd die ernstige risico's vertonen;

Overwegende dat er alternatieven bestaan voor het ontwerpen van deze schommels zonder het gebruik van starre ophangelementen;

Op de voordracht van de Minister van Consumenten,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het op de markt brengen van schommels die bedoeld zijn om door meerdere gebruikers tegelijkertijd te worden gebruikt, en die voorzien zijn van starre ophangelementen, en die beoogd worden door het koninklijk besluit van 28 maart 2001 betreffende de veiligheid van speeltoestellen is verboden.

Art. 2. De schommels bedoeld in artikel 1 worden uit de handel genomen en teruggeroepen. Ze worden niet meer ter beschikking gesteld van gebruikers.

Art. 3. De minister bevoegd voor de bescherming van de veiligheid van de consumenten is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 september 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Consumenten,
Kris PEETERS